

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 1997



Harry Salomon, Unité Des Comptes Nationaux, IHSI

Modeste croissance de l'économie

En 1997, le Produit Intérieur Brut réel a affiché un taux de croissance annuelle de 1.1%, en retrait par rapport à l'année précédente (2.7%). L'accroissement en volume réalisé par des branches telles que: Bâtiment et travaux publics (11.5%), Produits minéraux non métalliques (15%), Industries extractives (10.5%), n'a pas pu compenser la baisse nette enregistrée au niveau de l'agriculture (2.5%), suite à la grande sécheresse qui a frappé la première saison agricole de l'année 1997.

Ce recul apparent de l'activité économique masque une légère reprise en 1997 de la demande globale (2%), en dépit d'un contexte de crise socio-politique handicapant le bon fonctionnement des opérateurs économiques. Les exportations et la consommation finale, en volume, renouent avec la croissance en accusant des hausses respectives de 7.7% et de 1.2% en 1997, contre respectivement 6.6% et -0.08% en 1996. En revanche, l'investissement total dans l'économie, en termes réels, a légèrement régressé, -1.5%.

Par ailleurs, avec une croissance de 20%, le produit intérieur brut en millions de gourdes courantes a franchi cette année la barre de 51 milliards de gourdes, améliorant ainsi le PIB per capita qui est passé de 3925 à 6949 gourdes.

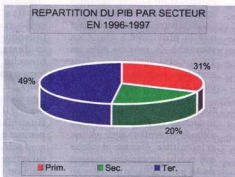
Le poids du secteur tertiaire

Depuis plus d'une décennie la structure du PIB montre que l'économie haïtienne est devenue de plus en plus une économie de services, dominée surtout par le commerce qui représente en moyenne 49% des services marchands. Révolue, l'époque des décennies soixante, soixante-dix où le secteur primaire à lui seul représentait près de 50% du PIB global. Les changements survenus dans la structure de l'économie et d'autre part, l'insuffisance et le manque de compétitivité de la production locale face à une demande de biens et services de plus en plus élevée (conséquence de la croissance démographique) ont fait du secteur tertiaire le plus important en termes relatifs. En 1997, la participation de ce secteur à la formation du PIB est de l'ordre de 49%, viennent ensuite les secteurs primaires et secondaires avec res-

pectivement 31% et 20%. En effet, découragés par la faiblesse des infrastructures de base (électricité, voies de pénétration, télécommunication...) et l'incertitude politique qui a caractérisé les dix dernières années les entrepreneurs ont préféré investir dans le commerce qui, à leurs yeux, présente moins de risque. Ceci explique d'ailleurs le fait que près de 70% des crédits injectés dans l'économie cette année ont été alloués au commerce, aux particuliers et aux autres services: les industries n'en ont reçu que 24.4% et l'agriculture seulement 0.6%.¹

Une croissance dans une conjoncture difficile

Le point marquant de l'année 1997 a été la crise socio-politique qui a rendu particulièrement difficile la conjoncture économique. La dégradation continue de la situation politique a eu des effets néfastes sur l'évolution économique. Les conditions favorables à la relance de l'économie n'ont pas été tout à fait au rendez-vous. En effet, les revendications salariales enregistrées en série dans les administrations publiques, les grèves prolongées et répétées, les incertitudes autour de la réalisation effective des réformes économiques et institutionnelles, le vote tardif du budget au parlement, sont autant de facteurs négatifs qui n'étaient pas du tout de nature à donner l'impulsion nécessaire aux agents économiques. Toutefois, en dépit de cet environnement plutôt hostile, on dénote un certain dynamisme au niveau de quelques branches d'activités.



¹ Ces chiffres sont tirés du tableau 2.8 de la BRH: "Distribution de l'encours des prêts par secteur d'activité".

Soutenue par la relance observée dans la construction privée, la branche **bâtiment et travaux publics** a maintenu sa tendance à la hausse (11.5%), mais ralentie par le recul des investissements. En effet, le retard prolongé enregistré dans le décaissement des fonds promis par la communauté internationale a provoqué l'ajournement de certains travaux d'infrastructure prévus pour l'année 1997. Ceci explique le repli de 5.7 points enregistrés par rapport à la croissance de 17.2% de l'année dernière. Par contre, dans le domaine du logement, les chiffres publiés par l'OFATMA sont assez fréquents; les constructions nouvelles se sont accrues de plus de 8%. En outre, la branche BTP a bénéficié considérablement du regain d'activité observé cette année au niveau du commerce pétrolier. En effet, le développement de ce commerce, facilité par la présence d'un nouveau distributeur sur le marché, a nécessité la construction et la réfection de nombreuses stations d'essence tant à Port-au-Prince qu'en province.

La croissance de la branche BTP profite à toutes les branches connexes: l'intense activité observée dans l'extraction des matériaux de construction et qui s'est traduite par une augmentation de 10.5% des **industries extractives** est liée à l'évolution favorable de la BTP. Il convient de signaler que la perspective de

réouverture de la cimenterie de Fonds Mombin permet d'espérer des lendemains encore meilleurs pour les industries extractives. L'effet induit est observé également au niveau des **produits minéraux non métalliques** (blocs, mosaïques, céramiques...) qui ont cru de 15%. Il ne faut pas sous estimer non plus l'influence positive du dynamisme du secteur de la construction sur la performance de 6.7% réalisée par la **transformation des métaux**. Malheureusement, l'apport de ces branches d'activités au PIB ne suffit pas pour compenser la perte enregistrée au niveau de l'agriculture.

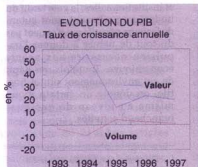
On estime que la contraction nette de 2.5% subie par la valeur ajoutée du **secteur agricole** explique en grande partie le recul de 1.6 point (1.1% en 1997 contre 2.7% en 1996) de l'activité économique, compte tenu de sa forte participation au PIB: En effet, avec une contribution de plus de 30%, la branche Agriculture, sylviculture, élevage et pêche représente l'une des principales composantes du PIB. Deux causes fondamentales peuvent expliquer la baisse de l'agriculture cette année:

a) les conditions climatiques n'ont pas été clémentes aux agriculteurs. L'agriculture haïtienne qui jusqu'à présent dépend en grande partie de la pluie a dû faire face à une grande sécheresse durant tout le long de la première saison agricole. Les informations pluviométriques fournies par le Ministère de l'agriculture montre en effet que la pluviométrie a chuté en moyenne de près de 40% en 1997. Cette diminution, dans certaines régions agricoles, a franchi le seuil de 50%.

b) Le manque d'investissement a également affecté le secteur agricole. Les crédits alloués au secteur agriculture, sylviculture, élevage et pêche ont perdu du terrain, passant de 48.9 millions de gourdes en

1996 à environ 30.4 millions en 1997, soit une diminution de près de 38%. Néanmoins, les efforts entrepris par le gouvernement en vue de contribuer à la restructuration du système foncier d'une part, et les investissements effectués en matières d'irrigation et d'amélioration du rendement des terres d'autre part, permettent d'espérer une récupération prochaine du secteur agricole.

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée des **industries manufacturières** a fait du sur place, 0.8% en 1997. Toutefois, la production, à l'intérieur de cette macrobranche, a progressé de manière inégale avec de fortes croissances pour certaines sous branches et des reculs pour d'autres. Hormis les résultats positifs, déjà mentionnés, des produits minéraux non métalliques et de la transformation des métaux, il convient de signaler le développement favorable des **industries textiles** et de **boissons**, respectivement 3% et 5%. Leur évolution est certes moins dynamique que l'année précédente, conséquence du ralentissement général des activités économiques. En revanche, les **industries du tabac** ont connu une réduction de plus de 5%. Les incendies qui ont consommé certaines plantations de tabac dans le nord, plus précisément à Limonade, ont eu des effets négatifs sur la production de cigarettes. De plus, l'augmentation de 20% du prix de la pochette de cigarettes, consécutive à la mise en application de la taxe des collectivités territoriales, a provoqué une baisse au niveau de la demande de ce produit. La branche **électricité et eau** a enregistré une légère baisse en 1997, 1.9%. La diminution du niveau moyen du lac de péligre et les difficultés (contraintes financières) liées au fonctionnement des centrales thermiques se sont soldées par un ralentissement du rythme de croissance de la production d'électricité, 10% en 1997



Les volumes sont exprimés aux prix de 1976

Produit Intérieur Brut par secteur en millions de gourdes de 1976

| Branche d'activité | 1992-93 | 1993-94 | 1994-95* | 1995-96** | 1996-97*** |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Agriculture, Sylviculture, élevage et pêche | 1747.8 | 1551.0 | 1395 | 1390.5 | 1356.1 |
| Industries extractives | 6.6 | 6.0 | 7.4 | 8.1 | 8.9 |
| Industries Manufacturières | 309.9 | 285.0 | 312.5 | 321.8 | 324.4 |
| Electricité et Eau | 42.1 | 28.9 | 38.3 | 42.7 | 41.8 |
| Bâtiments et Travaux Publics | 318.1 | 303.0 | 398.2 | 466.8 | 520.3 |
| Commerce, Restaurants et Hôtels | 585.2 | 480.7 | 596.5 | 600.4 | 604.0 |
| Transports et communications | 91.9 | 87.4 | 93.2 | 95.9 | 96.6 |
| Autres Services Marchands | 531.6 | 532.8 | 554.2 | 561.2 | 568.8 |
| Services non Marchands | 798.7 | 817.5 | 811.7 | 821.1 | 820.4 |
| PIB (facteur) | 4431.9 | 4092.1 | 4207.2 | 4308.5 | 4341.4 |
| Impôts et Taxes à l'Importation | 93.1 | 58.1 | 127.2 | 142.6 | 160.7 |
| PIB au prix du marché | 4525.0 | 4150.2 | 4334.3 | 4451.1 | 4502.1 |
| Taux de Croissance annuelle | -2.4 | -8.3 | 4.4 | 2.7 | 1.1 |

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Notes: * semi-définitifs - ** provisoires - *** estimés

"Autres services marchands" comprend: Institutions financières - Affaires immobilières et services fournis à la collectivité.

contre 15% en 1996. De son côté, la production en mètres cubes d'eau de la CAMEP est passée de 36.5 millions en 1996 à 34 millions en 1997, soit une baisse de plus de 7%. Cette chute est la conséquence directe de la diminution de la pluviosité en général et du déboisement pratiqué autour des sources alimentant la zone métropolitaine en particulier.

Avec un accroissement en volume de près de 5%, les **institutions financières** s'affirment de plus en plus comme l'activité la plus dynamique du secteur des services. Les autres services ont plutôt gardé un profil bas. Il importe toutefois de noter la timide remontée des restaurants et hôtels qui ont enregistré une croissance de 2% contre 0.7% en 1996. Cette progression est soutenue non seulement par une augmentation de 2% du nombre de touristes, mais aussi par la fréquentation de plus en plus élevée des hôtels-plages par les résidents.

La stagnation virtuelle (0.6%) observée au niveau du commerce résulte surtout du repli général des activités économiques. Le commerce pétrolier a été l'activité commerciale la plus visible au cours de l'année fiscale 1997. Près du tiers des crédits accordés au secteur privé ont été alloués au commerce pétrolier. En effet, l'augmentation du parc automobile a suscité la création de plusieurs stations d'essence. Toutefois, l'évolution des importations de produits pétroliers est en net contraste par rapport au dynamisme dont a fait montre ce commerce. Les importations de gazoline sont passées de 715 à 682 milles barils, soit une diminution de 5%, alors que le gasoil de son côté connaît une forte baisse de 22%, passant de 1.59 à 1.24 million de barils: cette évolution contradictoire peut être expliquée par l'utilisation des stocks. Néanmoins, compte tenu de l'importance du gasoil dans le processus de production, cette chute de 22% reflète

en quelques sortes le ralentissement de l'activité économique.

Légère reprise de la demande globale

Le comportement de la demande globale au cours des deux dernières années apparaît un peu contrasté: après avoir stagné en 1996, 0.6%, la demande globale augmente, en volume, de 2% en 1997. En termes comptables, cet accroissement est dû à la reprise timide de la **consommation finale** (1.2% en volume) et surtout à la bonne performance des **exportations** (8% en volume). Les ménages consomment plus qu'en 1996 grâce à une légère baisse du taux d'inflation, 4.4 points.² Une décélération en termes réels de leur effort d'épargne et un effet revenu résultant de l'augmentation de la masse salariale. La hausse de la masse salariale au niveau des administrations publiques (19% en

² Le taux d'inflation en 1997 se chiffre à 16.18% contre 20.58% en 1996.

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

En millions de gourdes courantes

| | 1992-93 | 1993-94 | 1994-95* | 1995-96** | 1996-97*** |
|----------------|---------|---------|----------|-----------|------------|
| PIB | 19894 | 30936 | 35207 | 43234 | 51789 |
| Importations | 4849 | 4173 | 11568 | 12532 | 13036 |
| Offre Globale | 24743 | 35109 | 46775 | 55765 | 64825 |
| Consommation | 21344 | 31310 | 38063 | 45374 | 53699 |
| Investissement | 1487 | 1857 | 4867 | 6279 | 6432 |
| Exportations | 1912 | 1942 | 3845 | 4112 | 4694 |
| Dem. Globale | 24743 | 35109 | 46775 | 55765 | 64825 |

En millions de gourdes de 1976

| | 1992-93 | 1993-94 | 1994-95* | 1995-96** | 1996-97*** |
|----------------|---------|---------|----------|-----------|------------|
| PIB | 4525 | 4150 | 4334 | 4451 | 4502 |
| Importations | 2087 | 1870 | 3313 | 3246 | 3333 |
| Offre Globale | 6612 | 6020 | 7647 | 7697 | 7835 |
| Consommation | 5354 | 4921 | 5825 | 5820 | 5887 |
| Investissement | 463 | 430 | 811 | 799 | 787 |
| Exportations | 796 | 670 | 1011 | 1078 | 1161 |
| Dem. Globale | 6612 | 6020 | 7647 | 7697 | 7835 |

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Note: * semi-définitifs - ** provisoires - *** estimés

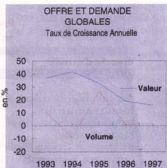
valeur nominale), les nouveaux emplois (temporaires) créés dans le cadre des travaux d'infrastructure, les transferts courants sans contrepartie (440 millions de dollars U.S.), ont contribué à la progression de la consommation des ménages. La consommation finale des administrations publiques a aussi augmenté: outre la masse salariale, les autres dépenses de fonctionnement ont enregistré une croissance nominale de plus de 40%.

La demande externe s'est montrée beaucoup plus dynamique que l'année précédente. Les exportations de biens et services ont atteint cette année le niveau de 4694 millions de gourdes courantes, soit une progression de plus 14%. Les produits industriels qui représentent 72% de la valeur des biens exportés ont enregistré une croissance de 21%. Les articles manufacturés (assemblage) ont maintenu leur tendance à la hausse, 27%. Au niveau des produits primaires on notera la bonne per-

formance des "autres produits primaires"³ dont les exportations ont plus que doublé cette année: 260 millions de gourdes contre 112 millions en 1996.⁴

Comparativement à cette progression en valeur des exportations de biens et services, la croissance des importations a été plutôt modeste, 4%. Il en résulte une réduction de 78 millions de gourdes du déficit de la balance commerciale qui est tombée à 8342 millions de gourdes contre 8420 millions l'année dernière, améliorant ainsi légèrement le pouvoir d'achat des exportations de 33% à 36%.

Cette reprise de la demande globale, soutenue surtout par la vigueur des exportations, est néanmoins bridée par la faiblesse de l'investissement réel, -1.5%. La conjoncture socio-politique qui prévalait en 1997 n'était pas de nature à rendre confiant les investisseurs nationaux et encore moins étrangers. Les investissements publics ont souffert du



Les volumes sont exprimés aux prix de 1976

retard prolongé enregistré dans le décaissement de certains fonds promis par la communauté internationale. Grâce aux bons résultats obtenus par les autorités fiscales, le trésor public a supporté cette année une bonne partie des dépenses d'investissement, notamment dans la construction et le revêtement de certaines routes. Il importe ainsi de souligner l'accroissement spectaculaire (48%) qu'ont connu cette année les recettes courantes de l'Etat: ceci a permis aux autorités fiscales, en dépit d'une hausse sensible des dépenses publiques, de boucler l'année 1997 avec un déficit global (incluant les dons externes) de 298.02 millions de gourdes, contre 572.0 millions en 1996, soit une contraction de 274 millions de gourdes.

³ "Autres produits primaires" comprend: mangroves, peaux d'animaux, produits de mer, etc.

⁴ Taux de référence moyen annuel de la BNE: 1996: 1\$ US = 16.027 gdes. 1997: 1\$ US = 16.27 gdes.

INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, # 1
Tél: 23-1011, 22-5251,
21-5812, 21-5801, 23-8465
FAX: (509) 22-2669